

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/538854/article/2023-09-22/pourquoi-nagissons-nous-pas-davantage-contre-le-rechauffement-climatique>

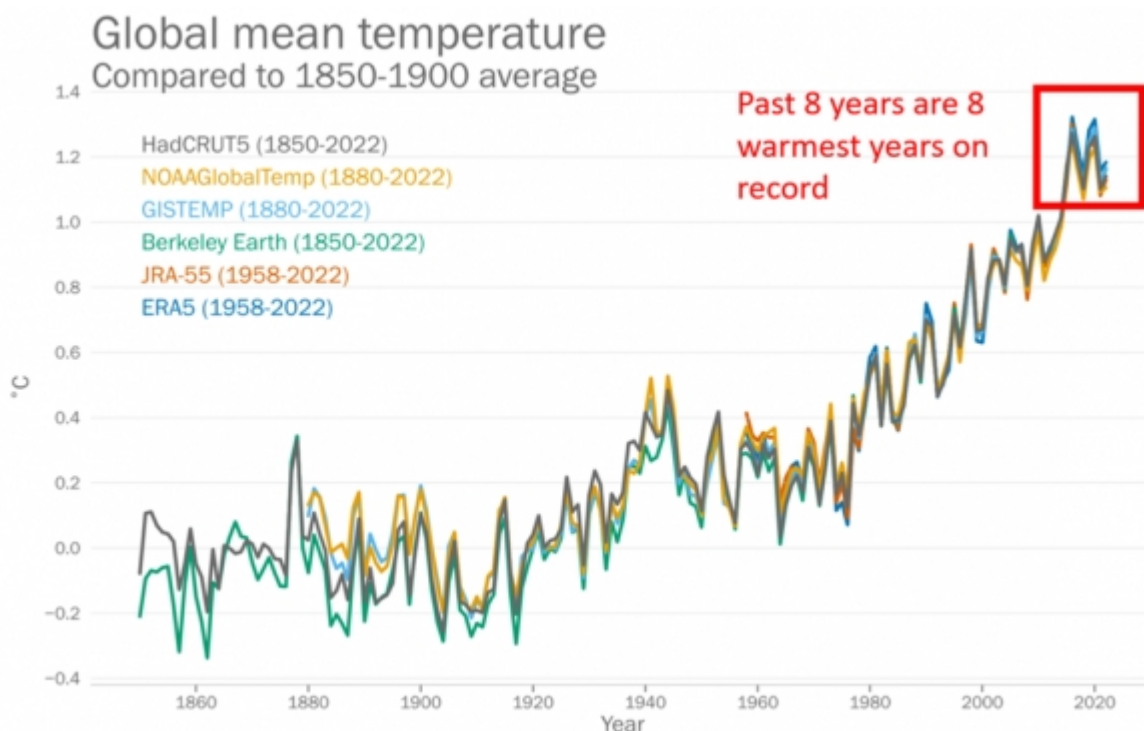
« Pourquoi n’agissons-nous pas davantage contre le réchauffement climatique ? »

Dans le cadre de l’opération « pourquoi », les abonnés du « Soir » ont soumis plus de 1.000 questions à la rédaction. Découvrez notre réponse à la question posée par Josiane (Bruxelles).

Michel De Muelenaere

22 09 2023

L’évolution du climat fait partie des préoccupations d’une partie de nos lecteurs. Rephrasons leurs questions : pourquoi, alors que l’urgence climatique est avérée, agissons-nous si peu ?
Ce *nous* englobant les politiques, les entreprises et les citoyens.



1

Un verre (un petit peu) plein

Avant de tenter des éléments de réponses, jetons un œil sur le verre (un peu) plein. En 2015, l’Accord de Paris a fixé un objectif : limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C. Tous les

pays ont pris des engagements. Nul patron, homme politique ou académique ne peut passer la question du climat sous silence. L'importance des dérèglements, leur lien avec les activités humaines, leurs impacts, l'urgence de réduire nos émissions et de nous adapter sont désormais indiscutables.

Des objectifs ont été fixés, des plans sont élaborés comme le Green Deal européen. Des entreprises entament leur transformation. Des particuliers et des groupes de citoyens changent leur mode de vie. [Aux niveaux belge et européen](#), les émissions de gaz à effet de serre diminuent. Idem aux Etats-Unis. La Chine a promis de les plafonner bientôt. En Belgique, elles ont baissé de 25,7 % depuis 1990.

Mais la prise de conscience est insuffisante et trop tardive. Nos pays subventionnent toujours massivement les énergies fossiles. Les géants de ce secteur freinent toujours la transformation, les partis politiques restent frileux lorsqu'il s'agit de prendre des décisions susceptibles de transformer notre économie et notre société en profondeur. Une large part du monde économique et de la population reste sur les anciens rails et change peu.

Pourquoi ? Les raisons sont multiples. Elles sont parfois très individuelles, parfois collectives. Parfois liées au moment présent, mais aussi ancrées dans notre histoire et notre système. Quelques leçons générales.

2

Un monde fossilo-dépendant

L'affaire n'est pas simple. « Nous sommes dans un système cadencé marqué par trois dépendances liées entre elles », analyse Edwin Zaccai, ancien professeur à l'ULB dont il a dirigé le Centre d'études du développement durable. Toutes reposent sur les énergies fossiles. Une dépendance matérielle : nos infrastructures, notre énergie, notre mobilité, notre agriculture. Une dépendance économique. Et une dépendance culturelle. Les énergies fossiles circulent non seulement dans les veines de nos sociétés, mais aussi de manière invisible dans nos cerveaux. Rien ne se fait sans elles. En 2020, rappelle [l'Agence internationale de l'Energie](#), 71 % de l'énergie consommée en Belgique provenait du pétrole et du gaz. En sortir, c'est détricoter, puis retricoter tout un système. Il ne s'agit pas seulement de remplacer une énergie par une autre, « poste pour poste », mais plus fondamentalement de se poser la question de la quantité d'énergie utilisée, de réimaginer l'ensemble des modes de production et de consommation, de réfléchir à nos conceptions du progrès, du bien-être...

Pas facile, on l'a dit. « Même s'il y a urgence, on ne peut pas exiger de tout changer du jour au lendemain », juge Olivier Luminet, professeur de psychologie de la santé à l'UCLouvain. « Sinon, on va tout paralyser. Les changements sont si nombreux qu'il faut accepter que les choses ne se feront pas du jour au lendemain sans passer par des étapes. »

Pas étonnant que l'idée même de passer à un nouveau modèle et même de diminuer notre consommation en étant plus sobres puisse effrayer. Se libérer d'une addiction est compliqué d'autant que le chemin de la « revalidation » n'est pas balisé. Chez certains, il peut être assimilé à

un recul (de confort, de richesse, de liberté). Or, on manque encore d'un récit positif autour de la transition et de ses bienfaits.

3

Du brouillard sur l'info et dans les cerveaux

« Manque d'information ? Il n'y a plus d'excuse pour cet argument », tempête Roland Moreau, ancien boss de l'administration de l'Environnement au fédéral. « Si ce n'est qu'une partie de cette "méconnaissance" est de plus en plus due aux campagnes de désinformation qui ne sont pas le fait des seules entreprises fossiles. » Historiquement, ces dernières n'ont pas ménagé leurs efforts pour protéger leur business en sapant les preuves scientifiques. Désormais, c'est sur les réseaux sociaux et à la télé populaire que se déroule la bagarre, beaucoup de chevaliers antivax s'étant reconvertis en pourfendeurs des mesures climatiques.

Certains plaident les circonstances atténuantes : « Quels citoyens ont compris l'immense dépendance matérielle de notre mode de vie qu'on qualifie de normal ? », s'interroge Zaccai. Pour Charline Urbain, neuropsychologue et vice-rectrice au développement durable à l'ULB, « de nombreuses variables cognitives semblent freiner l'apprentissage et l'intégration des informations sur le climat ». Le « syndrome de l'autruche », décrit par le sociologue George Marshall, veut que l'être humain ne réagisse qu'à des menaces proches et concrètes. Or, le climat peut apparaître chez nous comme un problème lointain, dans le temps et l'espace – encore qu'il le soit de moins en moins. « Plus les effets sont loin, plus les gens ont du mal à comprendre. Il est ainsi très difficile de conscientiser les jeunes aux dangers de l'exposition au soleil », illustre Luminet.

Même si le public « s'inquiète du réchauffement climatique, cela n'a pas d'influence sur la santé mentale des gens. Contrairement à la crise énergétique de l'année dernière. Là, les gens se sont montrés très inquiets, notamment les plus précaires ». Difficile dans ces conditions d'intégrer des informations sur le « coût de l'inaction » climatique alors que le « coût » perçu de l'action est immédiat.

4

Ma conso, mon identité, mon groupe

L'idée d'une vie heureuse et réussie est encore souvent associée à la consommation et aux déplacements. C'est le bain dans lequel les sociétés occidentales ont baigné et baignent encore. « Peu ou prou le consumérisme s'est fermement implanté dans les motivations d'actions quotidiennes », confirme Zaccai. « Notre bain sociétal orienté sur le capital pourrait jouer un rôle dans la mauvaise intégration du message orienté sur la sobriété », appuie Urbain. « Si nous avons fondé une bonne part de notre identité personnelle sur notre activité de consommateur et que cette activité nous soutient psychologiquement au jour le jour, l'exigence de changer ce que nous consommons devient une exigence de changer ce que nous sommes », pousse le philosophe Clive Hamilton. « Beaucoup, parmi nous, s'accrochent donc à leurs identités manufacturées, au point qu'inconsciemment ils redoutent d'y renoncer plus qu'ils ne craignent les conséquences du changement climatique. » Evoluer vers des valeurs de réussite sociale moins corrélée à une hausse de la consommation ? Ce n'est pas l'exemple que donnent les plus riches, ni toujours ce à quoi les médias contribuent...

S'accrocher à ce modèle est d'autant plus logique que le « groupe » nous conforte. « En s'identifiant à un groupe et en s'y conformant, on se distingue d'autres groupes », détaille Olivier Klein, psychologue à l'ULB. « Le conformisme et les habitudes sont deux facteurs à ne pas négliger. » Le groupe nous donne par ailleurs accès à toute une série d'arguments permettant de valoriser notre pratique et de dévaloriser celle des autres. « Les événements climatiques extrêmes plutôt que de favoriser une prise de conscience peuvent au contraire cristalliser ce type d'opposition identitaire. » La tendance instinctive de l'esprit humain à chercher des arguments confirmant ses propres idées ou comportements (biais de confirmation), achève le tableau.

5

Le court terme, ce tyran...

L'action climatique, c'est agir aujourd'hui pour éviter le pire demain. Mais il n'est pas facile de regarder loin. L'immédiat nous occupe déjà beaucoup. Et ce n'est pas seulement un biais de l'individu, qu'un observateur accuse pourtant d'être parfois coupable « d'égoïsme intergénérationnel ». Le monde politique et celui des entreprises sont aussi « le nez dans le guidon », piégés par un système valorisant le court terme – l'un rivé sur les prochaines échéances électorales (ne dérangeons pas l'électeur, sachons caresser son souci nombriliste du moment présent), l'autre sur les chiffres de performances.

« Beaucoup d'entreprises et d'institutions influentes cherchent avant tout à accroître la production et les ventes à la recherche d'effets favorables sur les gains économiques », souligne Zaccai. Les entreprises elles-mêmes sont piégées dans un système obsédé par des chiffres à court terme – croissance, bénéfices, dividendes...

6

Changer le système, pas le climat

« Le changement climatique », disait l'économiste britannique Nicholas Stern, « constitue l'échec du marché le plus important et le plus étendu que l'on n'ait jamais connu. » Certains vont plus loin : « Le capitalisme tel que nous le vivons actuellement est incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique », dit le climatologue français Jean Jouzel, rejoignant l'économiste belge Bruno Colmant. Pour Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, « les trois quarts des problèmes à résoudre aujourd'hui se situent au niveau systémique ». « Il y a une certaine dépolitisation dans la définition du problème comme “une crise climatique” », regrette par ailleurs Louise Knops, chercheuse en sciences politiques à la VUB. « Cette définition restreint l'espace à des “solutions techniques” plutôt que d'ouvrir une réelle discussion politique et idéologique sur le type de société souhaitable et nécessaire pour respecter les limites physiques de la planète, tout en permettant une vie digne et bonne au plus grand nombre. »

Raison pour laquelle « un des premiers freins au niveau individuel est l'impression que les choses sont tellement énormes. Les gens se sentent seuls et ne savent pas par où commencer ». « Plus on manque de contrôle, moins on est prêt à agir », confirme Luminet. Le politique ? Trop dans son silo, trop occupé à polariser les enjeux – « tout ce qui est “vert”, y compris le Green Deal, devient directement “un truc pour les écolos” », s'étrangle un observateur du sérail – et trop à l'écoute des

lobbies et des intérêts particuliers. « Les gens sont tout aussi préoccupés qu'avant voire plus, mais ils sont de moins en moins convaincus que les politiques peuvent y faire quelque chose », conclut Van Nuffel. « Un problème majeur », confirme Luminet. « La chute de confiance dans la capacité des autorités politiques à faire changer les choses explique l'apathie actuelle. »

Cet article répond également à Ghislaine (Tervuren), Christophe (Seneffe), Michel (Rixensart), Etienne (Aiseau-Presles), Alexandre (Braine-l'Alleud), Christine (Marbaix), Didier (Ixelles), Jacques (Bruxelles), Catherine (Auderghem) et Cécile (Bruxelles), qui ont posé une question similaire.